

Discours de Harold MacMillan devant le Conseil de l'Europe (Strasbourg, 24 novembre 1950)

Légende: Le 24 novembre 1950, Harold MacMillan, leader du Parti conservateur du Royaume-Uni, prononce un discours devant l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe, dans lequel il insiste sur la nécessité de créer une armée européenne et appelle les membres de l'Assemblée à voter une recommandation qui va dans ce sens.

Source: Conseil de l'Europe-Assemblée consultative. Compte-rendu. Deuxième session. 18 au 24 août 1950. Tome V. Séances 22 à 28. 1950. Strasbourg: Conseil de l'Europe. "Discours de Harold Macmillan", p. 1776-1784.

Copyright: (c) Conseil de l'Europe

URL:

http://www.cvce.eu/obj/discours_de_harold_macmillan_devant_le_conseil_de_l_europe_strasbourg_24_novembre_1950-fr-dba9a6fa-1a7d-47b7-b1c8-0507a67d299d.html

Date de dernière mise à jour: 14/05/2013

Discours de Harold MacMillan devant le Conseil de l'Europe (Strasbourg, 24 novembre 1950)

M. MACMILLAN (Royaume-Uni) (Traduction). — C'est avec un profond sentiment de responsabilité que je me lève pour prendre la parole au cours de ce débat. Le moment est historique. Nous sommes aujourd'hui, pour le meilleur ou pour le pire, les acteurs d'un grand drame. Nombre d'entre nous ont assisté deux fois dans leur existence à de grandes tragédies, dans lesquelles nous n'avons eu à jouer aucun rôle décisif, car nous étions simplement les victimes des événements. Cette fois, du moins, nous ne pouvons rejeter le blâme sur nos prédécesseurs. Que nous le voulions ou non, nous sommes les dépositaires de l'avenir. Combien de fois, lorsque l'on passait en revue l'histoire de ce siècle terrible, n'avons-nous pas entendu dire: «Voilà la chance qu'on n'a pas saisie! voilà l'occasion qu'on a laissé passer! si seulement les hommes d'État avaient montré plus de perspicacité ou de courage, c'était là le moment critique qu'il aurait fallu saisir!»

Mais cette fois — et c'est une pensée réconfortante — nous ne pourrions rejeter le blâme sur les autres. Cette fois, il retombera sur nous. C'est dans cette disposition d'esprit que je me permettrai de parler franchement et du fond du cœur. S'il vient à m'échapper certaines expressions susceptibles de déplaire, je demanderai l'indulgence de tout mon auditoire, tant ici même qu'en dehors de cette Assemblée.

Je ne tenterai pas de traverser à nouveau le terrain qu'a si bien parcouru mon ami M. Duncan Sandys. Les sages conseils qu'il a prodigués, sous la direction de M. le Président Bidault, et la compétence manifestée par la commission des Affaires Générales ont droit aux plus grands hommages, quand on évalue le degré d'accord auquel nous avons pu parvenir sur un problème aussi délicat — je ne dis pas dans tous les détails, sur tous les paragraphes, mais au large sens du terme. Ici, je voudrais tout particulièrement saluer les remarques émises par nos collègues MM. Kapani et Maccas, qui nous ont rappelé ce que l'on oublie parfois ou ce qu'en tout cas on perd de vue — les grandes et héroïques qualités et la grande importance stratégique de nos amis de Turquie et de Grèce.

M. Schuman, dans la contribution enthousiasmante et encourageante qu'il a apportée à notre discussion, a tracé dans leurs grandes lignes les propositions du gouvernement français. A mon avis — je sais qu'on me pardonnera de le dire — il faudra plus de souplesse dans les négociations sur certains aspects de ce plan pour qu'un accord puisse intervenir rapidement, sur la création de l'armée européenne; car j'ai beau convenir que le principe ne doit pas être sacrifié à la vitesse, la vitesse n'en reste pas moins l'essence même du problème.

Mais ces difficultés, que l'on aurait tort d'exagérer mais qu'il serait mensonger de dissimuler, ne sont pas les seules. Des difficultés techniques se présentent, qu'il est, je crois, possible de surmonter. Mais il en est d'autres encore, et, comme nous sommes tous membres d'Assemblées élues par le suffrage populaire, nous avons vraiment autre chose à faire que de nous persuader simplement l'un l'autre. Il nous faut employer des arguments que nous puissions rendre persuasifs pour ceux qui nous ont envoyés ici. Nous devons donc nous aider l'un l'autre, dans une compréhension pleine et entière des pressions et des problèmes auxquels nous devons faire face dans nos pays, et c'est là, je crois, l'un des objectifs principaux de notre réunion ici.

J'ai éprouvé ce sentiment avec une acuité particulière, ce matin, lorsque M. von Rechenberg nous a exposé avec tant de franchise et de façon si émouvante l'état de l'opinion publique en Allemagne occidentale. Certes, je sais qu'il est des gens dans tous les pays — et certainement dans le mien — pour conseiller la prudence et les atermoiements. «Laissez faire!», disent-ils, «la solution viendra toute seule. Ne vous pressez pas trop. Rappelez-vous que nous vivons un siècle de transition!»

Lorsque après la première désobéissance fatale de l'homme, Adam et Eve se trouvèrent jetés hors du Jardin d'Éden, et que l'Ange à l'épée flamboyante leur barra le chemin du retour, je suis sûr qu'Eve se tourna vers son époux inconsolable pour lui parler: «Ne te laisse pas trop abattre par tout cela, mon chéri», lui dit-elle probablement, «nous vivons un siècle de transition».

Nous vivons un siècle de transition, Monsieur le Président, mais aussi un siècle de décisions.

En août dernier, nous avons voté en faveur d'une armée européenne, et c'était là une décision sensationnelle. Naturellement, quand il s'est agi de transformer notre objectif vaste et général en un plan pratique et détaillé, les gouvernements nationaux se sont heurtés à nombre de doutes, de difficultés et d'hésitations. Mais comment aurait-il pu en être autrement? Ces sentiments ont affecté les gouvernements les parlements et les peuples de tous nos pays. Nous attendions-nous à autre chose? En vérité ce qui me remplit de stupéfaction et même de respect, c'est que nous, Représentants de quinze pays — pays qui ont été victimes de la tragédie la plus terrible et la plus dévastatrice de l'histoire des hommes, qui ont traversé des horreurs aussi grandes qu'en ait jamais subi la pauvre humanité souffrante — ce qui me stupéfie, m'emplit d'émerveillement et me fait humblement remercier Dieu, c'est que, cinq ans seulement après la fin d'une guerre effroyable, nous soyons tous ici réunis aujourd'hui, en camarades et en associés, pour rebâtir sur les ruines et redonner une vie à notre famille européenne.

M'eût-on dit, au cours de l'hiver 1940-41, qu'en 1960 je siégerais ici à Strasbourg avec, comme amis et camarades, des Français et des Allemands, j'aurais répliqué : «C'est impossible! C'est une vision vaine et ridicule! Cela ne peut arriver.» Monsieur le Président, c'est arrivé.

Certes, il subsiste des doutes, des hésitations et des craintes. Elles ne se limitent pas au peuple britannique, ou au peuple français, ou au peuple allemand. Personne ne nous a exposé ses doutes avec plus de franchise que nos collègues du parlement allemand. Certains, comme le Dr Carlo Schmid nous l'a dit en août dernier, craignent ce que l'on pourrait appeler la dangereuse rivalité d'une armée nationale allemande, à un moment où la démocratie et les institutions parlementaires, voire même le gouvernement libre, sont encore dans leur enfance. D'autres, comme nous l'a dit M. von Rechenberg, appréhendent un sentiment de confusion et de frustration dans l'esprit des jeunes Allemands. Nous comprenons ces craintes. Elles se manifestent aussi dans nos pays. C'est certainement le but de cette large et généreuse conception d'armée européenne que de réduire au minimum ces appréhensions et ces inhibitions.

Mais il est d'autres objections du côté allemand que j'ai vues mentionnées dans la presse et ailleurs et auxquelles je dois faire allusion, bien que cela ne soit peut-être pas très facile.

J'ai été peiné d'apprendre par la bouche de notre collègue, M. Ollenhauer, que ses collègues socialistes et lui avaient l'intention de voter contre ce projet de recommandation. Je veux encore insister auprès de lui pour qu'il voie s'il ne pourrait pas au moins nous aider en s'abstenant. Je comprends les difficultés qu'il éprouve sur des points de détail, mais j'avais espéré qu'il suggérerait des amendements qui se seraient révélés utiles. Je me permets encore d'insister auprès de lui pour qu'il fasse ce grand geste.

Notre ami et collègue M. von Brentano a fait preuve d'une largeur de vues beaucoup plus grande. Les paroles qu'il a prononcées dans son discours d'aujourd'hui nous ont inspiré à tous — et à moi en tout cas — un profond sentiment de respect et de gratitude.

Quelles sont ces objections? Je les vois reproduites dans la presse et ailleurs; autant donc en parler franchement. On dit que l'Allemagne réclame le retrait des troupes d'occupation. Ce qu'on veut dire en réalité, c'est certainement que l'Allemagne réclame qu'elles ne jouent plus le même rôle et soient considérablement accrues et renforcées. La même thèse se développe pour exiger qu'une force suffisante soit chargée d'assurer la défense de l'Allemagne, tandis que le processus de création de l'armée européenne suit son cours.

Je me permettrai de faire une ou deux remarques sur cette thèse. La décision prise par les Puissances atlantiques, les États-Unis et le Canada, de modifier tout le caractère du Pacte de l'Union atlantique, représente certainement la réponse la plus complète et la plus dramatique à ces arguments; car, à l'origine, vous vous en souvenez, le Pacte n'astreignait ces pays à venir au secours de l'Europe qu'après qu'un acte d'agression aurait été commis. La nouvelle politique consiste à envoyer en Europe des forces importantes et permanentes, aussi longtemps que persiste le danger d'agression, afin de prévenir cette agression.

C'est là une décision d'une immense portée, et elle paraît d'autant plus remarquable lorsque l'on se souvient des conditions dans lesquelles a été signé ce Pacte. Le Nouveau Monde doit être appelé pour rétablir

l'équilibre de l'Ancien, avant et non après la catastrophe. Ce n'est pas une promesse de libération, mais de sécurité qu'il apporte.

Je discerne une impression — peut-être très naturelle — qui se fait jour: peut-être, se dit-on, la période intermédiaire sera-t-elle très dangereuse, et peut-être, dans cet intervalle, avant que toutes nos ressources soient rassemblées et mises en ligne, cette même politique destinée à prévenir l'agression aura-t-elle en réalité pour effet de la provoquer. Alors, selon cette thèse, l'Allemagne serait envahie, la ligne de l'Elbe deviendrait intenable, l'armée britannique serait contrainte de procéder à une autre retraite héroïque — je ne prétends pas avoir entendu tout cela — et l'Allemagne serait dans une situation pire que si elle était restée désarmée, sans défense et neutre. Je n'essaierai pas de réfuter cette thèse par des sentiments, mais par des faits.

Si les armées russes veulent envahir l'Allemagne, la France et les Pays-Bas et menacer la Grande-Bretagne d'un désastre, un seul sentiment les en empêche en ce moment. Je suis persuadé que ce n'est pas la bonne volonté, un sentiment des valeurs humaines ou des conventions et obligations internationales. C'est la crainte — la crainte du châtement par la bombe atomique américaine.

Cet intervalle durant lequel cette protection peut rester efficace, nous devons à coup sûr l'utiliser pour constituer notre force commune. Telle est la ligne de conduite que dictent la prudence aussi bien que l'honneur. Mais peut-être craint-on que la Grande-Bretagne soit assez aveugle pour ne pas voir le danger avec les yeux de l'Europe et que, dans un accès de désespoir ou de lassitude, elle recherche la sécurité dans l'isolement. Monsieur le Président, la réponse à cela est très simple.

Il y a quelques semaines, j'ai reçu dans ma correspondance une carte postale de France. Elle était anonyme, mais idiomatique et pertinente. Ces mots y étaient inscrits : «Le Channel — il est mort. Les V2 l'ont tué». C'est exact. Dans un siècle d'avions à réaction, évoluant à la vitesse de 800 à 1.000 km à l'heure, dans un siècle de fusées et de projectiles télécommandés, dans un siècle où la science est de plus en plus appliquée aux engins de destruction à longue portée, la frontière de la Grande-Bretagne n'est pas sur le Channel; elle n'est même pas sur le Rhin. Elle est, au moins, sur l'Elbe. D'un point de vue purement technique, nous ne pourrions plus aujourd'hui livrer la bataille aérienne de Grande-Bretagne avec les armes offensives et défensives actuellement utilisées. Avec la vitesse des armes d'aujourd'hui, à quoi sert d'avoir placé, pour défendre Londres, un dispositif de détection par radar sur la côte méridionale de la Grande-Bretagne?

Puis-je donc dire ceci à mes amis allemands? Que nous le voulions ou non, pour nous défendre il nous faut défendre l'Allemagne. Mais si nous n'y réussissons pas, faute peut-être de votre appui, l'Allemagne échappera-t-elle au danger? Lui laissera-t-on une neutralité facile et heureuse? Je ne le crois pas. Même si l'envahisseur la lui laissait, est-ce que nous-mêmes, ou la France, ou l'un quelconque des survivants pourrions la lui accorder, dans notre système de défense?

L'Allemagne deviendrait, non un territoire neutre, mais un vaste «no man's land» et, au cours de notre défense, toutes les installations allemandes subiraient les effets de toutes les armes qui constituent la terrible panoplie de la guerre moderne.

Ne vous y trompez pas. Peut-être sommes-nous lents, hésitants et sans imagination, comme l'a dit mon ami M. Reynaud, et peut-être n'avons-nous pas, dans toutes les situations, fait preuve d'une perspicacité ou d'une rapidité suffisante; mais, si ce combat doit intervenir, — que Dieu nous en préserve! — notre peuple retrouvera ses éternelles qualités. Les conditions seront différentes, mais l'esprit sera le même. «Nous combattons sur les plages, nous combattons sur les terrains d'atterrissage, nous combattons dans les champs, dans les rues, nous combattons sur les collines; nous ne nous rendrons jamais!»

L'Allemagne demande bien davantage. Il ne s'agit pas, si je comprends bien, d'un avantage matériel, mais spirituel. Ce n'est pas simplement la garantie d'une défense efficace, pour autant que les efforts humains puissent fournir cette garantie. C'est un geste, psychologique si vous voulez, mais vital.

Il en est qui disent que, du fait de la tournure récente des événements, l'Allemagne se trouve dans une

position plus favorable pour se livrer à des marchandages. Monsieur le Président, on ne doit pas marchander avec la paix du monde. Je ne crois pas que tel soit l'état d'esprit de l'Allemagne et de ses chefs, qui comprennent, je crois que le peuple allemand, et surtout la jeunesse, a besoin d'un idéal. Si un idéal valable ne lui est pas donné, il peut devenir la victime d'un idéal funeste. Mais, pour qu'il ait cet idéal, nous devons lui procurer la possibilité d'en faire quelque chose qu'il puisse saisir dans l'honneur et dans l'enthousiasme.

Le Chancelier et le gouvernement allemands ont été, à mon avis, très prudents et très patients. Veillons à ne pas répéter la tragique erreur commise après la guerre 1914-1918, quand les Alliés refusèrent à la République de Weimar des concessions qu'ils furent ensuite contraints de faire au gouvernement d'Hitler.

Je crois que, si nos camarades allemands se joignent à nous au sein de l'Armée européenne, il faut leur accorder, dès le début, un statut militaire qui leur assure l'égalité dans l'honneur. Cela pourrait bien n'être que le premier pas vers la pleine adhésion, dans tous les sens du terme, au Conseil de l'Europe, et vers l'entière coopération avec les peuples et les gouvernements d'Europe.

Nous allons bientôt procéder à un vote, et je me permets d'insister, de la façon la plus énergique, auprès de tous les membres de cette Assemblée pour qu'au moins, s'ils ne voient pas la possibilité de nous donner un vote positif, ils se contentent de s'abstenir. Je veux croire qu'ils pourront satisfaire leur conscience en formulant les réserves honorables que certains d'entre eux ont déjà exposées, car je désire ardemment que nous puissions ce soir rendre publique une recommandation adoptée à une majorité écrasante. Cette recommandation ferait résonner, aux oreilles des peuples et des gouvernements de toutes les parties du monde, une note de courage et de confiance.